

# LE GÉOPHYSICIEN

Nouvelle Edition, septembre octobre 2011

## **Editorial: Rentrée Sociale ? Chaude !**

En cette rentrée, de nombreux parents ont découverts les effets catastrophiques des suppressions de postes dans l'éducation nationale avec des classes surchargées à 36 ou 45 élèves. Restriction budgétaire dit-on ! Des besoins essentiels, comme la santé, l'éducation, la nourriture sont remis en cause, ou pire encore « privatisés », pour des raisons budgétaires alors que l'on dépense 50 milliards pour la guerre en Lybie ( 1 million d'euro par jour pour la France) C'est le prix de la guerre ! Et un investissement pour les pétroliers !

Les banques, après avoir été sauvées de leur propre folie spéculative, en 2008, se retournent contre les états, en exigeant des taux d'intérêts exorbitants. CGGVeritas paye 100 millions d'euros d'intérêts aux banques par an. L'argent si chèrement gagné par les salariés doit il continuer à alimenter la spéculation? A quel titre les salariés devraient payer les dettes créées par d'autres ? Le travail des centaines de millions de travailleurs doit d'abord bénéficier à ceux qui produisent les richesses.

**Contre l'Austérité, Pour défendre vos droits, votre salaire, votre emploi;  
Manifestez le 11 octobre à Paris. 14 H : République – Bastille**

## **Priorité aux Salaires !**

Plus de 8 millions de français gagnent moins de 950 euros par mois. S'ajoutent les travailleurs pauvres qui ne gagnent pas assez pour ; louer un logement, se soigner, se chauffer, se nourrir correctement. 1 salarié sur 2 gagne moins de 1500 euros par mois. A CGGVeritas, le salaire d'embauche des jeunes géophysiciens a chuté de 24% en 20 ans pour passer en dessous du plafond mensuel de la Sécurité Sociale. Les prospecteurs gagnent 20% de moins que les sédentaires, avec un salaire horaire inférieur à 10€.

De plus en plus de salariés de la classe moyenne, éprouvent des difficultés à boucler les fins de mois, à CGGVeritas comme ailleurs.

Dans le même temps les cadres dirigeants se sont largement servis, faisant exploser vers le haut les salaires. 80 % des salariés de la société sont en dessous du salaire moyen. En 2011, M JGM, le nouveau DG, a reçu une augmentation de 25%. Les salariés n'ont rien vu passer, à part l'augmentation des prix ( 1,7% depuis janvier 2011)

Les écarts de salaires entre les différentes catégories de salariés, entre les femmes et les hommes, et au sein des mêmes services, restent injustifiés

Votre syndicat SNGG CGT a demandé au nouveau DRH de rouvrir les négociations sur les salaires et l'égalité professionnelle et de corriger les écarts. Depuis plusieurs années, la CGT demande la remise à plat de la grille des salaires des prospecteurs.

**Reconnaitre le travail accompli, doit être LA priorité.**

Prospecteurs, logiciel, Compta, Processing, juridique ; les exemples de « négation du travail fourni » ne manquent pas.

Les prospecteurs de la Marine viennent d'obtenir le paiement de leurs heures supplémentaires aux prudhommes de Longjumeau. La direction a fait appel : **ce qui démontre sa volonté de NIER le travail accompli.** Face à cette attitude, une seule réponse :

**La LUTTE pour les SALAIRES !**

## **Mutuelle : Pas de taxation de la santé**

### **Ne payons pas pour les assureurs !**

Pour combler les déficits, le gouvernement a décidé de rançonner les assurances complémentaires santé en étendant la taxe de 7% sur les contrats d'assurance santé aux contrats dit « responsables ». Initialement, ce type de contrat « responsable » était exonéré de cette taxe. Ce qui est le cas du contrat « santé » de CGGVeritas.

A CGGVeritas, la direction propose maintenant de répercuter la taxe sur les cotisations à partir de Janvier 2012, soit une augmentation moyenne de 40 euros sur l'année. La CGT s'y oppose !

En obtenant le contrat, début 2010, Swiss Life s'est engagée à maintenir **fixes** les cotisations jusqu'en décembre 2012. De plus, les résultats globaux du contrat (santé + prévoyance) sont excédentaires. Swiss Life, a réalisé au 1<sup>er</sup> semestre 2011 un profit en augmentation de 9 %, ( 452 Millions de francs suisses ) et distribué près de 140 millions d'euros de dividendes pour 2010. Cet assureur manque t il d'argent ?

Quand à notre pouvoir d'achat, il régresse déjà. Rien donc ne justifie l'augmentation des cotisations ! La CGT s'opposera à l'augmentation des cotisations sur le contrat complémentaire santé.

**Les confédérations CGT, CFDT, UNSA , CFTC, FSU, dans leur appel commun à la mobilisation pour la journée interprofessionnelle du 11 octobre, demandent l'annulation de cette disposition de la loi de finance**

**Les salariés de CGGVeritas ont donc tout intérêt à rejoindre ce mouvement.**

## **Quel futur pour le logiciel ?**

Depuis plusieurs mois les discussions font rage autour de ce que sera le futur logiciel de CGGVeritas et ses conséquences. Compte tenu de l'importance du sujet pour l'avenir du groupe et de Massy en particulier, les élus du CE ont lancé un droit d'alerte fin mai.

Les présentations faites aux élus et aux salariés, par la direction, n'ont pas convaincu ; et encore moins l'argumentaire avancé.

Contesté sur le plan technique et stratégique, quelle crédibilité accordé à ce projet geovation2 ?

4 ans de travaux aux oubliettes ? Quel avenir pour les projets en cours ? La sismique répétitive ? La 4D ? Le support et le SAV chez les clients ?

En 2010, les équipes nécessaires au déploiement du produit Geovation ont été disloquées et affectées ailleurs. Peux t on le reprocher, aujourd'hui, à Géovation, qui reste le produit phare de la société ? Pourquoi jeter le bébé avec l'eau du bain ?

Quel sera la place des salariés de Massy dans ce nouveau projet ? Devant ces questions sans réponses et la mobilisation des salariés les élus du CE ont refusés de donner un avis lors du CE du 14 septembre. La direction doit donner des détails sur ce projet et le rôle accordé au site de Massy et à ses salariés.

**Tous à PARIS le 11 Octobre :  
journée nationale interprofessionnelle  
Pour l'augmentation des salaires  
Le développement des services publics  
L'égalité professionnelle**

**Dettes publiques = 1600 M€; Avoir des banques = 7800 M€**

## **Dettes Réelles ou Dettes Virtuelles ?**

Lors de la crise boursière de 2007 et 2008, de grands économistes « reconnus » nous expliquaient, « qu'il y avait une différence entre l'économie « virtuelle » : celle de la bourse ; et l'économie « réelle » : celle des travailleurs qui transpirent dans les usines et les bureaux. .. « ..et que finalement tout cela. n'était pas si grave, ... car les cours allaient remonter... !? » Toujours selon ces grands économistes ; les cours de la bourse, reflet de l'économie « virtuelle », n'auraient pas d'influence sur l'économie « réelle ». Autrement dit, les travailleurs que nous sommes devaient surtout continuer à bosser dur pour ne pas « compromettre la compétitivité de nos entreprises ». On allait jusqu'à, presque, reconnaître **la FORCE DE TRAVAIL des salariés, véritable socle de l'économie.**

**Pourtant trois ans après, l'économie « réelle » « devrait » éponger une dette « vertigineusement virtuelle » matérialisée par des déficits « abyssaux », selon cette même presse, témoin des avis « éclairés » de ces mêmes grands économistes. Cette même presse qui voulait nous « rassurer » en 2008, cherche aujourd'hui à nous « affoler » et nous convaincre qu'il n'y a pas d'autre choix : « que payer la dette » !**

Quelle crédibilité accordée à ces allégations ? Quelle est la réalité de cette dette ?

La dette résulte notamment de la crise, mais aussi de l'entrelacement douteux des milieux politiques et financiers ; cadeaux fiscaux aux riches et aux actionnaires : détaxation des plus values, bouclier fiscal, exonérations de charges, crédit d'impôt recherche : en tout 170 milliards donnés sans contrepartie sur le développement de l'emploi et des capacités industrielles, dont la majeure partie est partie dans la croissance financière et la spéculation .

La fameuse « règle d'Or » est en fait une chape de plomb destinée à faire payer aux salariés, comme en Grèce , en Italie , au Portugal , en Espagne, la faillite du capitalisme actuel basé sur l'économie financière « virtuelle » et non sur la production de richesses. Le seul moyen de s'en sortir est de relancer l'investissement productif et le développement industriel, augmenter les salaires et les pensions, réformer la fiscalité, développer les services publics pour relancer l'économie et soutenir l'emploi, et répondre aux besoins sociaux, comme le propose la CGT.

**Cette dette n'est pas la notre ! Refusons de la payer !**